

PALAISEAU Mobilisation contre la construction du centre de rétention administrative

Occuper la grue n'a pas suffi

Alors que les travaux du centre de rétention administrative, qui pourra accueillir une centaine d'immigrés en situation irrégulière en attente d'expulsion, ont débuté fin 2003, les opposants au projet n'ont toujours pas avalé la pilule. Mardi 4 mai, une trentaine de manifestants ont bloqué le chantier, avant d'être délogés. Seule une dizaine d'irréductibles ont réussi à tenir les forces de police à distance en occupant la grue, le temps d'une journée.

Bâches pour se protéger du vent, vêtements imperméables et provisions alimentaires, ils avaient tout prévu pour mener leur action dans la durée. Mardi 4 mai, vers 7h du matin, un collectif d'opposants à la construction du centre de rétention administrative (CRA) de Palaiseau a bloqué le chantier. Un chantier qui comprend également, sur ce même site de la rue Emile-Zola, la construction d'un commissariat de police, très attendu des fonctionnaires qui travaillent dans des locaux particulièrement vétustes. Quelques heures plus tard, les forces de police font évacuer les manifestants restés au sol. Huit irréductibles s'installent alors dans la grue sur laquelle une banderole signifie : « Non à toutes les prisons ». Bien équipés donc, ces opposants au centre pour immigrés en situation irrégulière en attente d'expulsion sont prêts à y passer la nuit. Qui sait, plusieurs jours peut-être, malgré le vent et la pluie bien présents en ce mardi du mois de mai. « L'essentiel, c'est que le chantier soit arrêté et que les gens se mobilisent, annonçait encore depuis son téléphone mobile Joséphine, toujours là-haut à 17h. Et de nuancer : « Aucun de nous n'est suicidaire ».

LE RAID PASSE À L'ACTION

Finalement, le Raid interviendra à 17h50, au moment même où une manifestation démarrait en centre-ville. Encagoulés, casqués et armés, les hommes du Raid n'ont eu qu'à user de leur force de dissuasion. Une intervention

dans la grue aurait été particulièrement risquée. Tous les occupants sont ressortis libres du commissariat, dans l'attente d'éventuelles poursuites. Au sol, une vingtaine de manifestants a tenté de contourner le périmètre de sécurité imposé par les CRS. Étaient également présents Jeanne Davy, du comité CGT des sans-papiers de Massy, Fernando Batista (LCR), et surtout Serge Guichard (PC), adjoint au maire de Palaiseau qui a perdu ses délégations, justement pour incompatibilité de points de vue avec son maire sur la question du CRA, entre autres. « Les élus communistes de Palaiseau ont affirmé leur soutien aux occupants, et il sera demandé l'ouverture d'une enquête au conseil régional d'Ile-de-France pour savoir si les subventions qu'il verse vont bien uniquement à la réalisation du commissariat, affirme Serge Guichard. Car il est permis de se poser des questions quand on voit que ce sont les mêmes fondations pour le centre de rétention et le commissariat ». De son côté, le député-maire de Palaiseau, Fran-



Une dizaine d'opposants à la construction du centre de rétention administrative a occupé la grue du chantier en espérant ne pouvoir y être délogés.

çois Lamy, maintient ses positions. La ville n'est, en effet, pas habilitée à juger de la pertinence de construire ou non un CRA. Le terrain appartient à l'Etat. A deux reprises, la municipalité a émis un avis (consultatif) défavorable, essentiellement au regard de ses compétences en matière d'urbanisme. Son but aujourd'hui est de faire en sorte que les nuisances soient réduites au maximum pour les riverains. De toute façon, entre ces manifestants qui sont pour la régularisation de tous les sans-papiers et contre les expulsions, et l'élu socialiste, il y a monde.

Olivier Fermé